FAPEE
Fédération des associations de parents d'élèves des établissements d'enseignement français à l'étranger

Commission Nationale des Bourses – Décembre 2025
Déclaration liminaire de la Fapee

Chers membres de la commission nationale des bourses,

En principe, nous aurions dû commencer par vous **remercier pour la création du groupe de travail sur les bourses que la FAPEE** a longtemps appelé de ses vœux et auquel déjà tant d'heures de travail ont été consacrées.

Cependant, nous ne pouvons faire autrement que clamer notre très vive inquiétude et notre révolte.

Ce n'est pas la première salve de **mesures budgétaires** que le réseau des établissements français de l'étranger subit. Néanmoins, elles sont **d'une ampleur et d'une brutalité inédite**. Nous rappelons régulièrement que la FAPEE, comme d'autres, demande depuis des années une réflexion collective sur les évolutions nécessaires pour faire face au transfert des charges de pension civile. Malgré cela, les diverses augmentations et autres nouvelles contributions ne sont toujours pas précédées d'une réforme d'ampleur, d'un travail collectif structurel, d'une vision stratégique et partagée, ou même d'une mesure objective de leurs conséquences.

Cette absence de vision stratégique, qui conduit à superposer des taxes qu'on appelle contributions, qui auront un impact sonnant et trébuchant sur les familles, nous inquiète et nous révolte. L'Etat français doit envisager que ses citoyens, comme les familles étrangères qui lui ont fait confiance, ne vont pas accepter de subir de telles augmentations brutales de frais de scolarité sans que le service soit amélioré. Nous pouvons même affirmer qu'il s'érode, avec des établissements privés de tout moyen d'investissement, EGD comme modèles à but non lucratif participant au service public d'éducation.

Nous demandons donc fermement qu'une réforme du modèle, des statuts, et des manipulations budgétaires soit engagée avec courage et lucidité. Il n'est pas acceptable de continuer à regarder ce que donne la main droite d'un côté et que reprend la main gauche de l'autre, le tout pour un coût certain (et inutile ?).

Ces mesures budgétaires, prises à l'aveugle et sans vision à long terme, vont avoir **des répercussions immédiates pour les établissements et pour les familles. Il faudrait ne pas connaître le réseau des établissements français de l'étranger pour prétendre le contraire.**

Lors de cette CNB, nous appellerons les membres à compenser les difficultés causées par Scolaide. Nous savons que le service des bourses travaille d'arrache-pied, mais aucune famille ne doit être traitée inéquitablement pour une question de logiciel, de bug informatique ou d'incapacité numérique. **La vigilance des conseils consulaires doit particulièrement adresser ceux que la fracture numérique éloigne.**

FAPEE
Fédération des associations de parents d'élèves des établissements d'enseignement français à l'étranger

A ce propos, rappelons que **la FAPEE a demandé que les membres des conseils consulaires soient tous destinataires d'un webinaire d'État permettant une meilleure équité dans l'interprétation et l'application des directives, et une harmonisation justifiée des écarts entre les plafonds mobiliers et immobiliers.**

Enfin, **nous avons refusé hier de valider le nouveau calcul de l'IPPA.** Nous remercions l'AEFE, en particulier Myriam Loury, son équipe, ainsi que Christelle Chatrian–Gomez et la DFAE pour le travail engagé et l'écoute réelle. Nous saluons la création de ce groupe de travail que la FAPEE avait demandé pendant si longtemps, et la volonté déclarée de transparence.
Néanmoins, **il apparait que le nouveau mode de calcul aurait des impacts délétères pour les familles, il nous est donc impossible de le valider en l'état.** En effet, à l'heure où le ministre des Affaires étrangères déclare souhaiter compenser l'impact des mesures budgétaires sur les familles par une plus grande enveloppe dédiée aux bourses, nous sommes obligés nous aussi d'agir à court-terme.

En effet, alors que nous espérions tous pouvoir œuvrer à une réforme profonde du système d'aide à la scolarité, les mesures budgétaires annoncées et leur impact désastreux sur les frais de scolarité nous obligent une fois de plus à privilégier l'urgence, et à vous alerter avec détermination sur les situations dans lesquelles vont se retrouver les familles et les établissements.